

États financiers consolidés de

**INSTITUT INTERNATIONAL
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

31 mars 2006

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de
l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2006 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)
Le 19 mai 2006

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Bilan consolidé	1
État consolidé de l'évolution des actifs nets	2
État consolidé des résultats	3
État consolidé des flux de trésorerie	4
Notes complémentaires	5-12
Annexe 1 – Annexe du fonctionnement par secteurs d'activité	13
Annexe 2 – Subventions affectées à des fins particulières	14-15

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bilan consolidé

Au 31 mars 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse (note 7b)	1 347 469 \$	1 126 258 \$
Titres négociables (note 4)	6 782 977	5 426 563
Débiteurs	7 988 400	5 909 963
Frais payés d'avance et dépôts	122 662	74 123
	<hr/> 16 241 508	<hr/> 12 536 907
IMMOBILISATIONS (note 5)	354 857	308 751
	<hr/> 16 596 365 \$	<hr/> 12 845 658 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 363 668 \$	1 088 067 \$
Produits reportés (note 6)	8 286 655	5 071 130
	<hr/> 9 650 323	<hr/> 6 159 197
ENGAGEMENTS (note 7)		
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	354 857	308 751
Réserve pour création de programmes	3 471 906	3 565 301
Réserve pour développement à long terme	1 318 802	1 456 997
Fonds d'innovation (note 3)	221 937	317 400
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 578 540	1 038 012
	<hr/> 6 946 042	<hr/> 6 686 461
	<hr/> 16 596 365 \$	<hr/> 12 845 658 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

État consolidé de l'évolution des actifs nets

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

	Actifs nets investis en immobilisations	Réserve pour création de programmes	Réserve pour développement à long terme	Fonds d'innovation	Actifs de fonctionnement nets non affectés	Total 2006	Total 2005
SOLDE AU DÉBUT	308 751 \$	3 565 301 \$	1 456 997 \$	317 400 \$	1 038 012 \$	6 686 461 \$	6 680 532 \$
Excédent des apports sur les subventions octroyées	-	-	-	-	-	-	317 400
Apports versés aux projets approuvés	-	-	-	(95 463)	-	(95 463)	-
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	(172 259)	-	-	-	527 303	355 044	(311 471)
Investissement en immobilisations	218 365	-	-	-	(218 365)	-	-
Affectation d'origine interne	-	(93 395)	(138 195)	-	231 590	-	-
SOLDE À LA FIN	354 857 \$	3 471 906 \$	1 318 802 \$	221 937 \$	1 578 540 \$	6 946 042 \$	6 686 461 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

État consolidé des résultats

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

	2006	2005
PRODUITS (notes 2b) et 3)		
Subventions affectées à des fins particulières	9 024 212 \$	8 764 270 \$
Subventions de fonctionnement	2 642 130	2 153 696
Fonds d'innovation	79 123	2 079
Intérêts	229 015	246 930
Autres produits	153 473	20 111
TOTAL DES PRODUITS	12 127 953	11 187 086
CHARGES (annexe 1)		
Projets		
Commerce et investissement	2 993 409	3 747 824
Services de production de rapports	2 938 892	2 569 681
Changements climatiques et énergie	1 664 175	1 340 347
Communication des connaissances	984 379	1 092 505
Gestion durable des ressources naturelles	788 472	494 268
Mesures et indicateurs	681 225	612 023
Politique économique	256 620	383 407
Création de nouveaux projets	93 402	165 729
Fonds d'innovation	79 479	2 079
	10 480 053	10 407 863
Administration	771 462	684 695
Financement et sensibilisation	395 909	269 603
Conseil d'administration	125 485	136 396
TOTAL DES CHARGES	11 772 909	11 498 557
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)	355 044	(311 471)
MONTANT AFFECTÉ DES (AUX) ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	(46 106)	(77 529)
Réserve pour création de programmes	93 395	164 979
Réserve pour développement à long terme	138 195	22 375
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS	540 528	(201 646)
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS AU DÉBUT	1 038 012	1 239 658
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS À LA FIN	1 578 540 \$	1 038 012 \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**État consolidé des flux de trésorerie**

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Subventions affectées à des fins particulières (annexe 2)		
Gouvernement du Canada	1 817 026 \$	2 228 163 \$
Gouvernements provinciaux	470 030	245 628
Gouvernements étrangers	7 399 650	4 460 127
Organismes des Nations Unies	875 828	650 298
Organismes internationaux	369 643	437 016
Fondations philanthropiques	694 028	221 982
Secteur privé et autres	287 191	305 152
Subventions de fonctionnement		
Gouvernement du Canada		
Environnement Canada	500 000	200 000
Agence canadienne de développement international	1 550 000	750 000
Gouvernement du Manitoba	802 130	853 696
Centre de recherches pour le développement international	100 000	100 000
Fonds d'innovation	-	365 000
Total des subventions de fonctionnement et des subventions affectées à des fins particulières	14 865 526	10 817 062
Augmentation des débiteurs	(2 078 437)	(802 227)
Autres produits	150 289	17 886
	12 937 378	10 032 721
Encaisse affectée aux activités de fonctionnement	(11 373 589)	(11 305 791)
RENTRÉES (SORTIES) NETTES - ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	1 563 789	(1 273 070)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Intérêts reçus pour le développement à long terme	229 015	246 930
Achat d'immobilisations	(218 365)	(229 482)
Produit de la cession d'immobilisations	3 186	2 225
RENTRÉES NETTES - ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	13 836	19 673
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE L'ENCAISSE ET DES TITRES NÉGOCIABLES		
	1 577 625	(1 253 397)
ENCAISSE ET TITRES NÉGOCIABLES AU DÉBUT	6 552 821	7 806 218
ENCAISSE ET TITRES NÉGOCIABLES À LA FIN	8 130 446 \$	6 552 821 \$
Composition :		
Encaisse	1 347 469 \$	1 126 258 \$
Titres négociables	6 782 977	5 426 563
	8 130 446 \$	6 552 821 \$

1. CONSTITUTION, MANDAT ET SITUATION FISCALE

L'Institut international du développement durable (l'« IIDD ») a été constitué en société sans capital-actions le 15 mars 1990 en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Il a commencé ses activités peu après à partir de son siège social de Winnipeg, dans la province du Manitoba, au Canada.

L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada. De plus, il est exonéré des impôts sur le revenu aux États-Unis en vertu de l'alinéa 501c)3) de l'*Internal Revenue Code*.

La mission de L'IIDD vise un mieux-vivre durable pour tous. Sa mission consiste à assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

a) *Périmètre de consolidation*

Les présents états financiers consolidés incluent les actifs et les passifs, les actifs nets, les produits, les charges et les autres opérations de la fiducie IISD Business Trust et de IISD Solutions, toutes deux contrôlées par l'IIDD. Toutes les opérations intersociétés importantes ainsi que les soldes et les résultats d'exploitation ont été éliminés au moment de la consolidation.

IISD Business Trust exerce des activités de consultation et d'autres activités commerciales qui correspondent au mandat de l'IIDD. IISD Solutions est une société sans capital-actions constituée en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* et agit à titre de fiduciaire de IISD Business Trust. L'IIDD nomme les membres de IISD Solutions et, conformément aux modalités de IISD Business Trust, toutes les ressources de la fiducie doivent être fournies à l'IIDD à titre de bénéficiaire unique.

b) *Constataion des produits*

i) Produits tirés des subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement sont accordées à condition qu'elles soient dépensées en respectant le mandat de l'IIDD. Les produits tirés des subventions de fonctionnement sont comptabilisés selon les montants annuels prévus dans les accords de financement. Les montants supplémentaires reçus en vertu des accords de subvention en vigueur sont comptabilisés à titre de produits reportés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

b) Constatation des produits (suite)

ii) Produits tirés des subventions affectées à des fins particulières

Les subventions affectées à des fins particulières doivent être dépensées en respectant la volonté du donateur. Les produits tirés de subventions affectées à des activités particulières courantes sont comptabilisés lorsque les charges connexes sont engagées. Les subventions affectées à des fins particulières visant des activités particulières ultérieures sont inscrites à titre de produits reportés. Les produits tirés des subventions affectées aux activités de développement de programmes ou de développement à long terme sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel la subvention est octroyée.

iii) Fonds d'innovation

Les produits tirés des projets du Fonds d'innovation sont comptabilisés dans les comptes à mesure que les charges connexes sont engagées.

iv) Intérêts créditeurs

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, compte tenu de l'amortissement des escomptes ou des primes à l'acquisition d'obligations.

c) Titres négociables

Les titres négociables sont comptabilisés à la fraction non amortie du coût plus les intérêts courus. Les escomptes et les primes sur les obligations acquises sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante du placement.

d) Immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement, fondé sur le coût moins la valeur résiduelle sur la durée de vie utile de l'actif, est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées et les taux suivants :

Systèmes informatiques	3 ans, sans valeur résiduelle
Matériel	10 ans, valeur résiduelle de 5 %
Tenures à bail	Durée initiale plus un renouvellement

e) Coûts de production des publications

Les coûts de production des publications sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel les publications sont imprimées.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

f) Conversion des devises

Les montants libellés en devises sont convertis en dollars canadiens comme suit :

Les soldes monétaires, qui comprennent l'encaisse, les titres négociables, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer et les produits reportés, sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les soldes non monétaires, qui comprennent les frais payés d'avance et les immobilisations, sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

Les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou les pertes de change sont pris en compte dans le calcul du bénéfice net.

g) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges présentés pour la période considérée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. ACCORDS DE FINANCEMENT

Subventions affectées à des fins particulières

L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en milliers de dollars)	
Gouvernements et organismes		
canadiens	2 287 \$	2 474 \$
internationaux	7 400	4 460
	<u>9 687</u>	<u>6 934</u>
Organismes des Nations Unies	876	650
Organismes internationaux	370	437
Fondations philanthropiques	694	222
Secteur privé et autres	287	305
	<u>11 914 \$</u>	<u>8 548 \$</u>

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2006

3. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, financement et sensibilisation, la perte de change non réalisée au 31 mars d'un montant de 96 000 \$ (84 000 \$ en 2005), sont ventilés par secteurs d'activité comme suit :

<u>Secteurs d'activité</u>	<u>Autres produits</u>	<u>Fonds d'innovation</u>	<u>Subventions affectées à des fins particulières</u>	<u>Total</u>
		(en milliers de dollars)		
Commerce et investissement	3 \$	- \$	2 735 \$	2 738 \$
Services de production de rapports	-	-	2 592	2 592
Changements climatiques et énergie	112	-	1 376	1 488
Communication des connaissances	12	-	871	883
Gestion durable des ressources naturelles	14	-	719	733
Mesures et indicateurs	35	-	608	643
Politique économique	23	-	113	136
Administration, financement et sensibilisation	(45)	-	10	(35)
	<u>154</u>	<u>-</u>	<u>9 024</u>	<u>9 178</u>
Fonds d'innovation	-	79	-	79
	<u>154 \$</u>	<u>79 \$</u>	<u>9 024 \$</u>	<u>9 257 \$</u>

Fonds d'innovation

Au cours de l'exercice précédent, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation IIDD ayant pour but de recevoir les apports des donateurs destinés à être affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et servir à combler les besoins futurs. Le Fonds d'innovation fournit du « capital-risque intellectuel » aux chercheurs de l'IIDD afin qu'ils repoussent les frontières de l'innovation en offrant une flexibilité habituellement absente des mécanismes conventionnels de financement. Les subventions sont octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation par suite d'un processus d'examen formel comprenant des critères préétablis.

Sommaire des activités du Fonds d'innovation à compter de sa création jusqu'au 31 mars 2006.

(en milliers de dollars)

Apports :

Alcan Inc.	90 \$
The Kathleen M. Richardson Foundation	75
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	75
Groupe Investors	75
Manitoba Hydro	75
	<u>390 \$</u>

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2006

3. ACCORDS DE FINANCEMENT (suite)

Subventions octroyées aux projets :

Rapport sur le développement humain et l'écosystème	17 \$
Dégager les défis posés par l'environnement et la sécurité en Chine	14
Défis relatifs à la gouvernance et à l'imputabilité pour les entités non juridiques	13
Droits relatifs aux catastrophes naturelles et aux ressources	13
Renforcement des capacités pour un développement durable en Corée du Nord	7
Changements climatiques, ressources et conflit : comprendre les liens entre l'environnement et la sécurité au Soudan	25
Réaliser l'avantage de Budapest : institutionnaliser la présence de l'IIDD au sein de l'Union européenne	9
Condensé actualisable et électronique des décisions d'arbitrage relevant du droit des investissements internationaux	34
Publication collaborative : améliorer les processus et les produits	10
Approche écosystémique des objectifs du Millénaire pour le développement et des accords environnementaux multilatéraux	26
	168
Solde du Fonds d'innovation au 31 mars 2006	222 \$

Subventions de fonctionnement

L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international [l'« ACDI »]) pour une période de trois ans comprise entre le 1^{er} avril 2005 et le 31 mars 2008. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement, et l'accord conclu avec Environnement Canada procure à l'IIDD un mélange de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche, ce qui correspond aux intérêts et aux priorités du Canada.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2006	Exercices antérieurs	
		(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	1 500 \$	500 \$	- \$	1 000 \$
Agence canadienne de développement international	4 280	1 240	-	3 040
Gouvernement du Manitoba	4 584	802	3 782	-
Centre de recherches pour le développement international	200	100	100	-
Produits tirés des subventions de fonctionnement (note 2b) i)	10 564 \$	2 642 \$	3 882 \$	4 040 \$

4. TITRES NÉGOCIABLES

Les titres négociables comprennent des placements dans des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Les échéances varient de un mois à trente-deux mois en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie. Les placements sont habituellement détenus jusqu'à l'échéance.

Le tableau qui suit résume les placements dans les titres négociables :

<u>Échéance</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Valeur de marché</u>
	(en milliers de dollars)	
2007	3 320 \$	3 327 \$
2008	1 991	2 027
2009	1 472	1 487
	<u>6 783 \$</u>	<u>6 841 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

Le tableau qui suit résume les catégories d'immobilisations et les composantes des actifs nets investis en immobilisations :

	<u>2006</u>		<u>2005</u>	
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>
	(en milliers de dollars)			
Systèmes informatiques	2 121 \$	1 983 \$	2 007 \$	1 860 \$
Matériel	663	584	657	572
Tenures à bail	236	98	160	83
	<u>3 020</u>	<u>2 665</u>	<u>2 824</u>	<u>2 515</u>
Valeur comptable nette	<u>355 \$</u>		<u>309 \$</u>	

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Notes complémentaires

31 mars 2006

6. PRODUITS REPORTÉS

L'excédent des subventions comptabilisées sur les produits constatés à titre de subventions de fonctionnement ou de subventions affectées à des fins particulières est indiqué dans les produits reportés. Les produits reportés du Fonds d'innovation correspondent à la différence entre le montant des subventions octroyées (note 3) et des coûts admissibles engagés au 31 mars 2006. Le tableau qui suit résume les principales composantes de ces produits :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	(en milliers de dollars)	
Subventions affectées à des fins particulières		
Organismes gouvernementaux		
canadiens	905 \$	1 282 \$
internationaux	5 915	2 992
Organismes des Nations Unies	287	253
Organismes internationaux	96	161
Fondations philanthropiques	622	177
Secteur privé et autres	65	135
	<u>7 890</u>	<u>5 000</u>
Subventions de fonctionnement		
Organismes gouvernementaux		
canadiens	310	-
Fonds d'innovation	87	71
	<u>8 287 \$</u>	<u>5 071 \$</u>

7. ENGAGEMENTS

- a) L'IIDD est tenu d'effectuer des versements en vertu de divers contrats de location-exploitation au cours des cinq prochains exercices, comme suit :

(en milliers de dollars)

2007	158 \$
2008	150
2009	150
2010	104

- b) IISD Solutions a une marge de crédit d'exploitation d'un montant maximal de 250 000 \$. Au 31 mars 2006, le solde impayé à l'égard de cette facilité de crédit s'élevait à 7 002 \$ (8 476 \$ en 2005) et il a été consolidé dans les comptes de l'Institut.

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

On entend par risque de taux d'intérêt le risque découlant de la fluctuation de ces taux et de leur degré de volatilité. Pour atténuer ce risque, les périodes d'investissement sont échelonnées en fonction des besoins futurs prévus en matière de flux de trésorerie. L'IIDD n'a recours à aucun dérivé pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Ce risque est géré en vertu d'une politique d'investissement qui limite les investissements de l'IIDD à des titres de créance à taux fixe dont la cote de solvabilité s'apparente à celle des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux ou de grandes banques à charte canadiennes. Le fait que les débiteurs de l'IIDD se composent de sommes exigibles de nombreuses entités des secteurs public et privé énumérées à l'annexe 2 réduit le risque de crédit associé à ces débiteurs.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque découlant de la fluctuation des taux de change et de leur degré de volatilité. Une part importante des dépenses qu'engage l'IIDD est libellée en dollars américains ou en d'autres devises, réduisant ainsi son exposition aux niveaux prévus de rentrées nettes en devises. L'IIDD n'a recours à aucun dérivé pour gérer son exposition au risque de change.

Juste valeur

La valeur comptable de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. La juste valeur des titres négociables est présentée à la note 4.

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Annexe du fonctionnement par secteurs d'activité (en milliers de dollars)
De l'exercice terminé le 31 mars 2006

Le tableau ci-dessous présente un résumé des charges constatées pour chacun des secteurs d'activité de l'IIDD :

	Commerce et investis- sement	Services de production de rapports	Changements climatiques et énergie	Communication des connaissances	Gestion durable des ressources naturelles	Mesures et indicateurs	Politique économique	Création de nouveaux projets	Fonds d'innovation	Administration	Financement et sensibi- lisation	Conseil d'adminis- tration	2006 Total	2005 Total
Produits (note 3)	2 738 \$	2 592 \$	1 488 \$	883 \$	733 \$	643 \$	136 \$	- \$	79 \$	(64) \$	29 \$	- \$	9 257 \$	8 786 \$
Personnel	1 494	823	914	346	369	397	123	51	47	626	209	-	5 399	4 813
Collaborateurs	676	791	206	422	247	67	41	7	18	4	53	-	2 532	3 021
Déplacements	458	980	325	91	83	132	53	20	13	46	13	-	2 214	1 915
Loyer	82	98	48	19	19	25	6	-	-	28	11	-	336	375
Fournitures et autre matériel	100	66	50	18	22	20	9	14	-	39	37	-	375	306
Publications	55	40	24	12	2	1	14	-	-	-	51	-	199	142
Amortissement des immobilisations	38	58	19	14	11	10	4	-	-	11	7	-	172	151
Réunions	42	-	39	45	23	8	-	1	-	-	4	-	162	368
Télécommunications	35	77	30	14	9	17	4	-	1	12	10	-	209	222
Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	125	125	136
Documents de recherche	14	7	9	3	4	4	2	-	-	5	2	-	50	49
Total des charges	2 994	2 940	1 664	984	789	681	256	93	79	771	397	125	11 773	11 498
Excédent (des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits) des subventions affectées à des fins particulières et autres produits sur les charges	(256) \$	(348) \$	(176) \$	(101) \$	(56) \$	(38) \$	(120) \$	(93) \$	- \$	(835) \$	(368) \$	(125) \$	(2 516)	(2 712)

Excédent des charges sur les subventions affectées à des
fins particulières financées au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	2 642	2 154
Intérêts	229	247
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	355 \$	(311) \$

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)		
Environnement Canada		517 \$
Agence canadienne de développement international (ACDI)		420
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international		331
Agriculture et Agroalimentaire Canada		204
Jeunesse Canada Monde		110
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)		106
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		68
École de la fonction publique du Canada		24
Parcs Canada		20
Diversification de l'économie de l'Ouest		10
Affaires indiennes et du Nord		9
Autres		(2)
		1 817
Gouvernements provinciaux		
Manitoba		369
Ontario		34
Saskatchewan		31
Alberta		29
Colombie-Britannique		7
		470
Gouvernements étrangers		
Suède		
Agence suédoise de développement international	1 327	
Ministère des Affaires étrangères	185	
Ministère de l'Environnement	39	
Ministère du Développement durable	8	1 559
Pays-Bas		
Ministère du Logement		1 365
Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 219	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	97	
Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP)	4	1 320
Danemark		
Ministère des Affaires étrangères du Royaume du Danemark		872
Norvège		
NORAD	307	
Ministère des Affaires étrangères	68	
Ministère de l'Environnement	8	383
États-Unis		
Agence américaine pour le développement international		348
Australie		257
Nouvelle-Zélande		176
Italie		171
Afrique du Sud		222
France		
Ministère des Affaires étrangères	102	
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie	64	166
Commission européenne		139
Espagne		107
Allemagne		
Ministère de l'Environnement	91	
InWent	15	
Ministère de la coopération et du développement économiques (BMZ)	(3)	103

INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2006

Gouvernements étrangers (suite)	
Japon	95 \$
Autriche	44
Taiwan	42
Autres	31
	7 400
Organismes des Nations Unies	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	603
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	91
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	82
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	40
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	21
Autres	39
	876
Organismes internationaux	
Union mondiale pour la nature (UICN)	75
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	61
Secrétariat du Commonwealth	46
Organisation internationale des bois tropicaux	42
Institut de la politique sur le développement durable	35
Friedrich Ebert Stiftung - FES	32
Banque mondiale	25
Centre for Environment Research Training and Education (CERTI)	12
The Climate Group	12
Autres	30
	370
Fondations philanthropiques	
The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation	382
Rockefeller Brothers Fund	234
The Winslow Foundation	39
Charles Stewart Mott Foundation	30
The Atkinson Foundation	3
Autres	6
	694
Secteur privé et autres	
Autres (somme des montants inférieurs à 25 000 \$)	133
Burson-Marsteller Mexico	79
Université de Regina	50
Shell Canada	25
	287
	11 914 \$